FP

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 42.388/2
DU 21 MARS 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 26 février 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "organique de la Commission des frais de justice", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. En vertu de l'article 5, § 1er, alinéa 2, la de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, la Commission des Frais de Justice est une juridiction administrative.

Comme devant toute juridiction, les parties doivent pouvoir faire valoir leur point de vue.

Le projet doit donc prévoir expressément, dans le chapitre II consacré à la procédure devant la Commission que :

1/ le recours motivé visé à l'article 7 du projet est transmis à la partie adverse;

2/ la partie adverse dispose d'un certain délai pour faire valoir, par écrit [1], ses observations au sujet du recours motivé visé à l'article 7 du projet.

2. Un arrêté royal ne peut ni reproduire, ni paraphraser ni, a fortiori, modifier des dispositions légales. Il en résulte les observations suivantes.

a) À l'article 1er, alinéa 1er, du projet, il n'y a pas lieu d'écrire "Il y a une Commission des frais de justice", puisque l'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 dispose déjà qu' "Il est créé une Commission des Frais de Justice".

---

(1) En effet, en vertu de l'article 5, § 3, alinéa 1er, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, la procédure devant la Commission est écrite.

b) L'article 1er, alinéa 2, qui dispose que le Président peut, en cas d'urgence et de l'accord du requérant, déroger à la composition linguistique de la Commission, ne peut être admis, puisque l'article 5, § 5, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 dispose que "la Commission est composée de manière telle à permettre l'examen de chaque affaire dans la langue du requérant", sans autoriser en aucun cas des dérogations.

c) À l'article 2, alinéa 1er, du projet, il n'y a pas lieu d'écrire que "le Président compose la Commission ou la chambre, en respectant les dispositions de la loi, à savoir : un magistrat du siège, un magistrat du parquet et un expert ou prestataire de service", puisque l'article 5, § 2, alinéa 1er, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, dispose que

> "La Commission des Frais de Justice est composée d'un magistrat du siège, effectif, émérite ou honoraire, d'un magistrat du ministère public, effectif, émérite ou honoraire et d'un prestataire de service désigné comme rapporteur".

Par contre, pour éviter toute ambiguïté, l'on peut préciser, à l'article 1er, alinéa 1er, du projet, que les chambres doivent être composées de la même manière que la Commission.

d) À l'article 6, il n'y a pas lieu de prévoir que "le recours doit être introduit dans un délai d'un mois à compter de la notification visée aux articles 8, 17 et 32 de l'arrêté royal portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive", puisque l'article 4, § 2, alinéa 2, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 dispose déjà que le prestataire de service peut saisir la Commission dans un délai d'un mois à compter de la notification, par le ministre de la Justice, du refus de la mise en payement et que l'article 4, § 2, alinéa 3, de la même loi-programme (II) dispose que le ministre de la Justice ou son délégué peut saisir la Commission dans un délai d'un mois à compter de la réception du document. Le Conseil d'État suppose que ce document est l'état de frais taxé.

e) À l'article 7, il n'y a pas lieu de mentionner que "les recours sont formés par écrit, adressés par lettre recommandée", puisque l'article 4, § 2, alinéas 2 et 3 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 dispose déjà que les recours sont formés "par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception".

Dans le même article, il n'y a pas lieu de prévoir que "le recours intenté par l'administration peut toutefois être déposé contre récépissé". En effet, l'article 4, § 2, alinéa 3, de la même loi-programme (II) dispose que le recours du ministre de la Justice ou de son délégué est introduit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

f) À l'article 13, alinéas 2 et 3, il ne peut être prévu que le Président, s'il l'estime nécessaire, peut convoquer des membres ou des suppléants en nombre supplémentaire qui participent au délibéré, puisque l'article 5, § 2, alinéa 1er, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 dispose que la Commission des Frais de Justice est composée d'un magistrat du siège, effectif, émérite ou honoraire, d'un magistrat du ministère public, effectif, émérite ou honoraire et d'un prestataire de service désigné comme rapporteur.

g) L'article 17, alinéa 1er, doit être omis, la question étant déjà réglée par l'article 5, § 3, alinéa 3, de la loi-programme (II), du 27 décembre 2006.

3. Dans l'avis 41.663/2, donné le 13 novembre 2006, sur l'avant-projet devenu la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, la section de législation du Conseil d'État avait estimé que, l'habilitation contenue dans l'article 5, § 5, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 étant excessive, elle devait être revue et le texte de l'avant-projet complété en conséquence.

L'article 3 du projet, relatif aux récusations, aurait dû se trouver dans la loi. Il doit donc être omis.

4. Il n'appartient pas à un arrêté royal, ni même à un arrêté ministériel, de régler les détails pratiques du fonctionnement d'une juridiction administrative.

Ainsi, il est inutile de prévoir :

1/ à l'article 8, que le secrétaire constitue un dossier pour chaque recours;

2/ à l'article 9, alinéa 1er, que le secrétaire "transmet les dossiers au Président de la Commission";

3/ à l'article 12, que le Président peut déléguer au secrétaire la rédaction des convocations.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1er, il convient de viser plus précisément l'article 5, §§ 6 et 7 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006.

2. À l'alinéa 4, il y a lieu de mentionner comme suit l'avis du Conseil d'État :

"Vu l'avis 42.388/2 du Conseil d'État donné le 21 mars 2007 en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État."

Dispositif

Article 1er

L'alinéa 2, qui dispose que le Président peut, en cas d'urgence et de l'accord du requérant, déroger à la composition thématique de la Commission, ne peut être admis.

D'ailleurs, l'article 2, alinéa 2, du projet dispose que, pour chaque affaire ou groupe d'affaires, le Président compose la Commission en retenant comme membre expert ou prestataire un membre relevant de la spécialité concernée, sans dérogation possible.

Article 5

En vertu de l'article 5, le ministre de la Justice ou le fonctionnaire délégué peut saisir la commission "contre la décision de payement du magistrat taxateur".

Dès lors que ce n'est pas le magistrat qui prend la décision de payement, mieux vaut viser "la taxation du magistrat".

Article 6

Cet article mentionne "la notification visée aux articles 8, 17 et 32 de l'arrêté royal, portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive".

Selon la fonctionnaire déléguée, il s'agit du nouvel arrêté royal en préparation, ce qui ne peut être admis, à moins que les deux arrêtés soient pris en même temps.

Il est également renvoyé à l'observation générale 2, d).

Article 7

La seconde phrase dispose que :

"Le recours intenté par l'administration peut toutefois être déposé contre récépissé".

L'"administration" n'a cependant pas compétence pour introduire un recours. Cette compétence appartient au ministre de la Justice ou à son délégué. L'administration n'est pas juridiquement distincte du ministre.

Il est renvoyé, pour le surplus, à l'observation générale 2, e).

Article 8

Il y a lieu de mentionner "les recours" et non les "mémoires".

La même observation vaut pour l'article 15.

Article 9

L'alinéa 3 dispose que le rapporteur dispose d'un délai de deux mois pour déposer son rapport.

Cette disposition est inconciliable avec l'article 5, § 3, alinéa 3, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 qui dispose que la commission statue dans le mois à partir de la réception de la lettre recommandée à la poste.

Article 10

L'article 10 concerne l'hypothèse où la Commission désire entendre, notamment, une partie.

Il y a lieu de régler également l'hypothèse où une partie demande à être entendue par la Commission, conformément à l'article 5, § 3, alinéa 2, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, qui dispose que la Commission peut entendre les parties soit d'office, soit à leur demande.

Article 14

L' article 14 dispose notamment que, lors de la séance, le rapporteur dépose une proposition dans un rapport écrit et motivé.

Mieux vaut compléter l'article 9, alinéas 2 et 3, en écrivant :

"Le rapporteur est chargé de l'examen préalable du dossier.

Il dispose d'un délai de (...) [2] pour déposer un rapport écrit motivé comprenant une proposition de décision."

De la sorte, l'on évite les mots "lors de la séance" qui sont malheureux puisque, dans la mesure du possible, mieux vaut que les membres de la Commission puissent prendre connaissance du rapport avant la séance.

Article 15

L'alinéa 2 dispose que, dans toute affaire qui doit être traitée en langue allemande, la Commission comprend au moins un membre connaissant cette langue.

Le Conseil d'État se demande comment le rapporteur pourra rédiger son rapport en allemand si ce n'est pas lui qui est le membre de la Commission connaissant la langue allemande.

Articles 16 et 17

1. Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison ces dispositions, qui concernent la procédure, se trouvent dans un chapitre consacré à la décision de la Commission.

En ce qui concerne l'article 17, alinéa 1er, il est renvoyé à l'observation générale 2, g).

---

(2) Voir l'observation sous l'article 9.

2. Le Conseil d'État n'aperçoit pas la portée exacte de ces articles.

En effet, la procédure écrite étant contradictoire comme relevé dans l'observation générale 1, il va de soi que les parties auront eu l'occasion, lors de cette procédure, de faire valoir, dans le délai qui sera prévu à cet effet, les explications qui leurs paraissent utiles, y compris sur une éventuelle erreur matérielle.

3. Subsidiairement, à l'article 16, il y a lieu de remplacer le mot "mémoire" par les mots "état de frais".

Article 18

Il convient de prévoir que les parties peuvent faire valoir leurs observations.

Article 21

1. L'alinéa 2 n'est pas admissible, il n'appartient pas au Roi de confirmer la compétence de cassation qui est conférée de plein droit au Conseil d'État à l'égard des décisions des juridictions administratives.

2. À l'alinéa 3 devenant l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "En cas de cassation par le Conseil d'État" et non "En cas d'annulation".

En effet, en vertu de l'article 14, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, c'est comme juridiction de cassation que le Conseil d'État connaît des recours contre les décisions contentieuses rendues en dernier ressort par les juridictions administratives.

Article 22

1. À l'alinéa 1er, la dénomination de la Commission est "Commission des Frais de Justice" et non "Commission des Frais de justice répressive".

2. L'alinéa 2 dispose que :

"Les rapporteurs seront rémunérés en heures en conscience".

Cette disposition manque de clarté.

En tant que membre de la Commission, le rapporteur a droit aux jetons de présence prévus à l'alinéa 1er.

Si l'auteur du projet entend prévoir un jeton supérieur pour les rapporteurs ou une rémunération complémentaire en fonction du temps passé à la rédaction du rapport, il y a lieu de le mentionner expressément et de prévoir les montants.

Article 24

Le Conseil d'État suppose que l'auteur du projet a voulu écrire que la Commission des Frais de Justice traite les dossiers qui, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté, sont déjà soumis à la commission des frais de justice répressive visée à l'article 114 de Règlement général sur les frais de justice. La rédaction sera revue en conséquence.

Article 26

L'article 26 dispose que :

"Les décisions de la commission pourront être publiées sur le site".

Les mots "sur le site" doivent être précisés. Il y a en outre une discordance entre le texte néerlandais ("zullen") et le texte français ("pourrait"), qui doit être éliminée.

Cette publication ne peut porter atteinte au droit au respect de la vie privée des parties en cause.

Article 27

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux et encore moins de donner à l'arrêté un effet rétroactif au 8 janvier 2007.

Article 28

Dans la version française, l'on écrira : "Notre Ministre de la Justice est chargé ...".

Observations finales de légistique.

1. Aux articles 22, alinéa 2, 24 à 26, il y a lieu d'utiliser l'indicatif présent et non le futur simple.

2. Il convient de prévoir l'abrogation des dispositions du Règlement général sur les frais de justice relatives à la commission des frais de justice répressive.

---

La chambre était composée de

| | | |
|---|---|---|
| Messieurs | Y. KREINS, | président de chambre, |
| | P. VANDERNOOT, | conseillers d'État, |
| Mesdames | M. BAGUET, | |
| | A.-C. VAN GEERSDAELE, | greffier. |

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

FP

KONINKRIJK BELGIË
---

ADVIES 42.388/2
VAN 21 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE
---

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 februari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende regeling van de Commissie voor gerechtskosten", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## Algemene opmerkingen

1. De Commissie voor de Gerechtskosten is krachtens artikel 5, § 1, tweede lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 een administratief rechtscollege.

Zoals vóór ieder rechtscollege moeten de partijen hun standpunt kunnen uiteenzetten.

Derhalve moet in hoofdstuk II van het ontwerp, dat de rechtspleging voor de commissie voorschrijft, uitdrukkelijk worden bepaald dat :

1/ het met redenen omklede beroep bedoeld in artikel 7 van het ontwerp aan de verwerende partij wordt ter kennis gebracht;

2/ de verwerende partij over een bepaalde termijn beschikt om schriftelijk [1] haar opmerkingen omtrent het met redenen omklede beroep bedoeld in artikel 7 van het ontwerp mee te delen.

---

(1) Krachtens artikel 5, § 3, eerste lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 is de rechtspleging vóór de commissie immers schriftelijk.

2. Een koninklijk besluit mag geen wetsbepalingen overnemen, parafraseren of, a fortiori, wijzigen. Zulks geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

a) In artikel 1, eerste lid, van het ontwerp is er geen grond om "Er bestaat een Commissie voor de Gerechtskosten" te schrijven, omdat artikel 5, § 1, eerste lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 reeds voorschrijft: "Een Commissie voor de Gerechtskosten wordt opgericht ...".

b) Artikel 1, tweede lid, dat bepaalt dat de voorzitter in dringende gevallen en op voorwaarde dat de eisende partij ermee instemt, kan afwijken van de samenstelling van de commissie naar taal, is onaanvaardbaar, omdat artikel 5, § 5, van de programmawet (II) van 27 december 2006 bepaalt dat "de Commissie (...) zodanig (is) samengesteld dat iedere zaak in de taal van de eisende partij kan worden onderzocht", zonder dat enige afwijking daarvan wordt toegestaan.

c) In artikel 2, eerste lid, van het ontwerp is er geen grond om te schrijven dat "de voorzitter (...) de Commissie of de kamer samen(stelt) met inachtneming van de bepalingen van de wet, te weten : een magistraat van de zetel, een magistraat van het parket en een deskundige of dienstverlener", omdat artikel 5, § 2, eerste lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 het volgende bepaalt.

> "De Commissie voor de Gerechtskosten wordt samengesteld uit een magistraat van de zetel, effectief, emeritus of eremagistraat, een magistraat van het openbaar ministerie, effectief, emeritus of eremagistraat en een dienstverlenende persoon aangewezen als verslaggever."

Om iedere dubbelzinnigheid te voorkomen kan in artikel 1, eerste lid, van het ontwerp daarentegen worden gepreciseerd dat de kamers op dezelfde wijze moeten zijn samengesteld als de commissie.

d) In artikel 6 is er geen grond om te schrijven dat "Het beroep moet worden ingesteld binnen een termijn van een maand te rekenen van de kennisgeving bedoeld in artikelen 8, 17 en 32 van het koninklijk besluit (...) houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken", omdat artikel 4, § 2, tweede lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 reeds bepaalt dat de dienstverlenende persoon binnen een termijn van één maand na de kennisgeving, door de Minister

.../...

van Justitie, van de weigering tot betaalbaarstelling de zaak aanhangig kan maken bij de commissie en omdat artikel 4, § 2, derde lid, van dezelfde programmawet (II) bepaalt dat de Minister van Justitie of zijn gemachtigde de zaak bij de commissie aanhangig kan maken binnen een termijn van één maand na de ontvangst van het document. De Raad van State veronderstelt dat met dat document de vastgestelde onkostenstaat wordt bedoeld.

e) In artikel 7 is er geen grond om te vermelden dat wordt "het beroep schriftelijk (wordt) ingesteld, (...) bij aangetekende brief toegezonden", omdat artikel 4, § 2, tweede en derde lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 reeds bepaalt dat de beroepen worden ingesteld "bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs".

In datzelfde artikel is er geen grond om voor te schrijven dat "het door de administratie ingestelde beroep (...) evenwel tegen ontvangstbewijs (kan) worden ingediend". Artikel 4, § 2, derde lid, van dezelfde programmawet (II) bepaalt immers dat het beroep van de Minister van Justitie of van diens gemachtigde ingesteld wordt bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

f) In artikel 13, tweede en derde lid, mag niet worden gesteld dat de voorzitter, indien hij zulks nodig acht, bijkomende leden of plaatsvervangers kan oproepen, die deelnemen aan de beraadslaging, omdat artikel 5, § 2, eerste lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 bepaalt dat de Commissie voor de Gerechtskosten samengesteld is uit een magistraat van de zetel, effectief, emeritus of eremagistraat, een magistraat van het openbaar ministerie, effectief, emeritus of eremagistraat en een dienstverlenende persoon aangewezen als verslaggever.

g) Artikel 17, eerste lid, moet vervallen, daar die aangelegenheid reeds wordt geregeld bij artikel 5, § 3, derde lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006.

3. In advies 41.663/2, dat op 13 november 2006 is verstrekt over het voorontwerp dat de programmawet (II) van 27 december 2006 is geworden, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State geoordeeld dat de machtiging vervat in artikel 5, § 5, van de programmawet (II) van 27 december 2006 buitensporig was, zodat ze moest worden herzien, en dat de tekst van het voorontwerp dienovereenkomstig moest worden aangevuld.

Artikel 3 van het ontwerp, dat de wrakingen betreft, had in de wet opgenomen moeten worden. Het moet dan ook vervallen.

4. De praktische details betreffende de werking van een administratief rechtscollege hoeven niet te worden geregeld bij een koninklijk besluit, en ook niet bij een ministerieel besluit.

Het is aldus onnodig voor te schrijven :

1/ in artikel 8, dat de secretaris voor ieder beroep een dossier samenstelt;

2/ in artikel 9, eerste lid, dat de secretaris "de dossiers (bezorgt) aan de voorzitter van de commissie";

3/ in artikel 12, dat de voorzitter het opmaken van de bijeenroepingen kan delegeren aan de secretaris.

## Bijzondere opmerkingen

### Aanhef

1. In het eerste lid moet inzonderheid worden verwezen naar artikel 5, §§ 6 en 7, van de programmawet (II) van 27 december 2006.

2. In het vierde lid moet het advies van de Raad van State als volgt worden vermeld :

"Gelet op advies 42.388/2 van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

Dispositief

Artikel 1

Het tweede lid is niet toelaatbaar in zoverre het bepaalt dat de voorzitter in dringende gevallen en op voorwaarde dat de eisende partij ermee instemt, kan afwijken van de samenstelling per thema van de commissie.

Artikel 2, tweede lid, van het ontwerp bepaalt trouwens dat, voor iedere zaak of reeks zaken, de voorzitter de commissie samenstelt door als deskundige of dienstverlener iemand met de betrokken specialiteit te kiezen, zonder dat van deze regel kan worden afgeweken.

Artikel 5

Krachtens artikel 5 kan de minister van Justitie of de gemachtigde ambtenaar bij de commissie beroep instellen tegen "de beslissing tot betaling van de taxerende magistraat".

Aangezien het niet de magistraat is die de beslissing tot betaling neemt, zou het beter zijn te schrijven :

"Bij de commissie kan beroep worden ingesteld door (...) tegen de door de magistraat vastgestelde onkostenstaat".

Artikel 6

In dit artikel wordt melding gemaakt van "de kennisgeving bedoeld in artikelen 8, 17 en 32 van het koninklijk besluit de dd januari 2007 (sic), houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken".

Volgens de gemachtigde ambtenaar gaat het om het nieuwe koninklijk besluit in voorbereiding, wat onaanvaardbaar is, tenzij de twee besluiten gelijktijdig worden uitgevaardigd.

Er wordt ook verwezen naar algemene opmerking 2, d).

Artikel 7

De tweede zin bepaalt het volgende :

"Het door de administratie ingestelde beroep kan evenwel tegen ontvangstbewijs worden ingediend."

De "administratie" is evenwel niet bevoegd om beroep in te stellen. Die bevoegdheid berust bij de minister van Justitie of diens gemachtigde. Er bestaat juridisch geen onderscheid tussen de administratie en de minister.

Voor het overige wordt verwezen naar algemene opmerking 2, e).

Artikel 8

Men schrijve "beroepen" in plaats van "memories".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15.

Artikel 9

Het derde lid bepaalt dat de rapporteur over een termijn van twee maanden beschikt om zijn verslag in te dienen.

Die bepaling is onverenigbaar met artikel 5, § 3, derde lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006, waarin staat dat de commissie binnen een maand na ontvangst van de ter post aangetekende brief uitspraak doet.

Artikel 10

Artikel 10 heeft betrekking op het geval waarin de commissie onder meer een partij wil horen.

Ook het geval waarin een partij vraagt door de commissie te worden gehoord, overeenkomstig artikel 5, § 3, tweede lid van de programmawet (II) van 27 december 2006, dat bepaalt dat de commissie de partijen hetzij ambtshalve, hetzij op hun verzoek kan horen, moet geregeld worden.

Artikel 14

Artikel 14 bepaalt onder meer dat de rapporteur tijdens de zitting een voorstel indient in de vorm van een schriftelijk en met redenen omkleed verslag.

Het zou beter zijn artikel 9, tweede en derde lid, aan te vullen en het volgende te schrijven :

"De rapporteur wordt belast met het voorafgaande onderzoek van het dossier.

Hij beschikt over een termijn van (...) [2] om een gemotiveerd schriftelijk verslag met een voorstel van beslissing in te dienen."

Op die manier vermijdt men de woorden "tijdens de zitting" : die zijn slecht gekozen aangezien het, voor zover mogelijk, beter is dat de leden van de commissie kennis kunnen nemen van het verslag vóór de zitting.

Artikel 15

Het tweede lid bepaalt dat voor zaken die in de Duitse taal behandeld moeten worden, in de commissie ten minste één lid zitting heeft dat kennis heeft van die taal.

De Raad van State vraagt zich af hoe de rapporteur zijn verslag in het Duits kan opmaken indien niet hij het lid van de commissie is dat Duits kent.

Artikelen 16 en 17

1. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom deze bepalingen, die betrekking hebben op de procedure, opgenomen zijn in een hoofdstuk dat gaat over de beslissing van de commissie.

Wat artikel 17, eerste lid, betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking 2, g).

2. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de juiste strekking is van deze artikelen.

---

(2) Zie de opmerking bij artikel 9.

Immers, aangezien de schriftelijke procedure op tegenspraak wordt gevoerd, zoals opgemerkt in algemene opmerking 1, spreekt het vanzelf dat de partijen tijdens die procedure de gelegenheid zullen hebben gehad binnen de daartoe bepaalde termijn de uitleg te verstrekken die hun dienstig lijkt, ook over een eventuele vergissing.

3. In bijkomende orde moet in artikel 16 het woord "memorie" vervangen worden door het woord "kostenstaat".

Artikel 18

Er moet bepaald worden dat de partijen opmerkingen mogen maken.

Artikel 21

1. Het tweede lid is onaanvaardbaar. De Koning is niet gerechtigd de cassatiebevoegdheid die van rechtswege aan de Raad van State is toegewezen ten aanzien van beslissingen van administratieve rechtscolleges, te bevestigen.

2. In het derde lid, dat het tweede lid wordt, schrijve men "In geval van cassatie door de Raad van State" en niet "In geval van vernietiging".

Krachtens artikel 14, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State treedt de Raad van State immers op als cassatierechter wanneer hij kennis neemt van beroepen ingesteld tegen door administratieve rechtscolleges in laatste aanleg gewezen beslissingen in betwiste zaken

Artikel 22

1. Wat het eerste lid betreft is de juiste naam van de commissie "Commissie voor de Gerechtskosten" en niet "Commissie voor de gerechtskosten in strafzaken".

2. Het tweede lid bepaalt het volgende :

"De verslaggevers zullen betaald worden in uren naar eer en geweten".

Die bepaling is onvoldoende duidelijk.

Als lid van de commissie heeft de rapporteur recht op het presentiegeld waarin het eerste lid voorziet.

Indien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp in een extra penning te voorzien voor de rapporteurs of in een aanvullende vergoeding naargelang van de tijd besteed aan de redactie van het verslag, moet dat uitdrukkelijk vermeld worden en moeten de bedragen worden vastgesteld.

Artikel 24

De Raad van State veronderstelt dat de steller van het ontwerp heeft willen schrijven dat de Commissie voor de Gerechtskosten de dossiers behandelt die, op het tijdstip waarop het besluit in werking treedt, reeds aan de Commissie voor de gerechtskosten in strafzaken genoemd in artikel 114 van het Algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken zijn voorgelegd. De redactie moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 26

Artikel 26 bepaalt het volgende :

"De beslissingen van de commissie zullen bekendgemaakt worden op de site".

De woorden "op de site" moeten verduidelijkt worden. Er is bovendien een discrepantie tussen de Nederlandse tekst ("zullen") en de Franse tekst ("pourront"), die verholpen moet worden.

Met deze bekendmaking mag geen afbreuk worden gedaan aan het recht op de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer van de betrokken partijen.

Artikel 27

Er is geen reden om van de gewone regel inzake de inwerkingtreding van koninklijke besluiten af te wijken, en nog minder om het besluit terugwerkende kracht te verlenen tot 8 januari 2007.

Artikel 28

In de Franse tekst schrijve men: "Notre Ministre de la Justice est chargé ...".

Wetgevingstechnische slotopmerkingen

1. In de artikelen 22, tweede lid, 24 tot 26, moet gebruik gemaakt worden van de onvoltooid tegenwoordige tijd in plaats van de onvoltooid toekomende tijd.

2. Er moet voorzien worden in de opheffing van de bepalingen van het Algemeen reglement op de gerechtskosten die betrekking hebben op de Commissie voor de gerechtskosten in strafzaken.

---

De kamer was samengesteld uit

| | | | |
|---|---|---|---|
| de Heren | Y. | KREINS, | kamervoorzitter, |
| | P. | VANDERNOOT, | staatsraden, |
| Mevrouwen | M. | BAGUET, | |
| | A.-C. | VAN GEERSDAELE, | griffier. |

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS